

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – SENEGAL***

Freetown, juillet 2008

Les objectifs en matière de politique économique pour l'année 2007 étaient centrés sur un taux de progression économique de 5,8%. Cette réalisation devait s'opérer sous l'impulsion des réformes prévues dans le secteur de l'électricité, ainsi que la reprise des activités de la Société Africaine de Raffinage (SAR) et des Industries Chimiques du Sénégal (ICS). En dépit des signes avant-coureurs de pressions inflationnistes appréhendés à travers la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international, l'objectif en matière de taux d'inflation a été fixé à 3% à fin décembre 2007.

La situation des finances publiques devait s'améliorer grâce aux excellentes performances escomptées en matière de recouvrement des recettes budgétaires. Ces performances devaient toutefois être, en partie, absorbées par le poids des transferts aux entreprises publiques en difficulté notamment celles évoluant dans le secteur de l'énergie. Ainsi, le déficit global hors dons devait connaître une dégradation contenue en passant de 6,3% du PIB nominal en 2006 à 6,8% en 2007. Quant au déficit global, il était projeté à 4,8% du même PIB en 2006 à 4,6% en 2007 avec le relèvement projeté du niveau de mobilisation des dons.

La situation d'ensemble de la convergence devait connaître une amélioration avec le respect de sept (07) critères de convergence projetée en fin 2007.

En matière de réalisations, les résultats ont été contrastants. Si en matière de croissance, le taux réalisé a été celui escompté, notamment 5,8%, il n'en est pas de même du niveau général des prix qui a enregistré une forte progression propulsant l'inflation de fin de période à un taux de 6,1% à fin décembre 2007 contre 4,0% une année plus tôt.

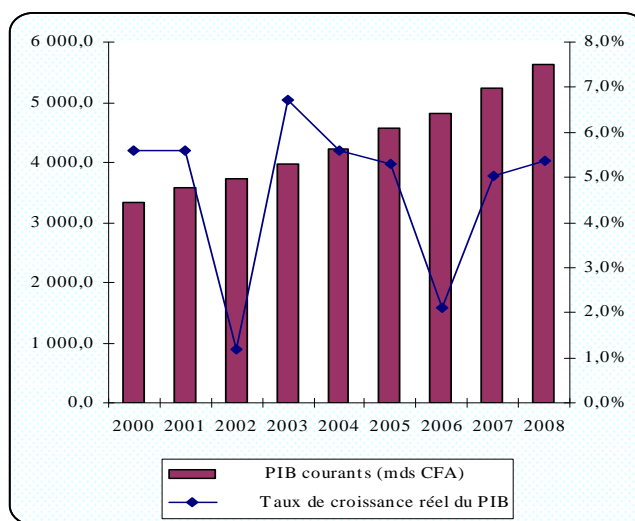
1. Analyse sectorielle

1.1 Secteur réel

L'année 2007 s'est caractérisée par une accélération de la croissance économique. Cette situation est induite par les performances enregistrées par tous les secteurs économiques. En effet, au niveau du secteur primaire, la croissance s'est établie à 6,4% contre une baisse de 2,9% en 2006. La croissance enregistrée par l'agriculture est de 5,5%, traduisant une reprise après la baisse de 5,4% en 2006. Cette performance a été favorisée par une pluviométrie bien répartie et de bonnes conditions phytosanitaires. L'agriculture vivrière s'est accrue de 7% en 2007 et l'agriculture industrielle ou destinée à l'exportation est en hausse de 2,8% contre des baisses respectives de 7,4% et 1,6% en 2006. Quant au sous secteur de l'élevage, il a progressé de 2,3% contre 5,9% en 2006.

Dans le secteur secondaire, la croissance est en hausse de 6,9% en 2007 contre une baisse de 1,7% un an plus tôt. Ce résultat est lié notamment à la reprise de l'activité de production des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et de la Société Africaine de Raffinage (SAR). En effet, suite à l'accord conclu entre l'Etat et le partenaire Indien pour la recapitalisation des ICS, la production des ICS a enregistré une progression de 12,3% contre un recul de 22,1% en 2006. Quant aux autres industries dont la SAR, la progression a été de 2,2%, malgré la persistance de la flambée des cours du baril de pétrole. Dans la branche électricité, gaz et eau, la croissance est de 5,6% en 2007 contre 0,3% en 2006. Dans les BTP, la croissance reste toujours vigoureuse avec 10,0% en 2007 contre 15,0% en 2006. La dynamique observée dans la branche BTP s'explique essentiellement par les travaux comptant pour le 11ème Sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), par la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU) et l'investissement des ménages dans le logement.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, la croissance s'est établie à 5,4%, essentiellement tirée par la branche Transports, Postes et Télécommunications qui a enregistré une progression de 12,6%. Les activités commerciales ont augmenté de 5,3% en 2007 contre une baisse de 0,5% en 2006, en raison de la hausse des marges sur les produits des secteurs primaire et secondaire et des importations.

Graphique 3.25 : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté des emplois du PIB, la consommation finale s'est accrue de 6,2%. La FBCF a progressé de 6,8% à la faveur du dynamisme de la FBCF publique, en hausse de 12,0% et de la FBCF privée qui s'est établie à 5,0%. En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations et les importations ont enregistré des hausses respectives de 0,2% et de 3,7% en liaison notamment avec la reprise des activités des ICS, de la SAR, et le dynamisme responsable de la hausse des importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires.

Au niveau des prix, l'année 2007 a enregistré une hausse des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation de fin de période est ressorti à fin décembre 2007 à 6,1% contre 4,0% un an plus tôt. Cette inflation résulte de la hausse de 10,0% de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et de 7,3% de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». De telles évolutions sont induites par la hausse du prix du pain et du riz, suite aux renchérissements des cours mondiaux des céréales, notamment le blé et le riz.

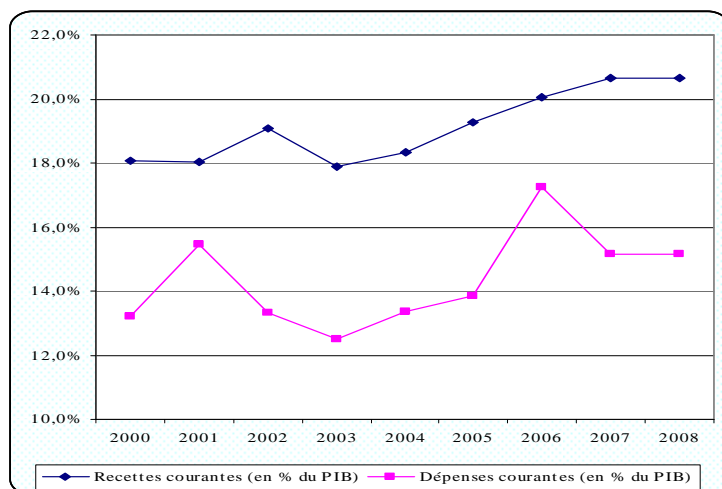
1.2 Finances publiques

L'analyse du bilan de l'exécution budgétaire à fin décembre 2007 présente un redressement des principaux indicateurs budgétaires. En effet, les progrès conséquents enregistrés dans le domaine du recouvrement des recettes budgétaires se sont couplés à une stratégie de monitoring réussie en matière d'exécution des dépenses budgétaires pour se traduire par une bonne orientation des principaux soldes budgétaires. Ainsi, le solde global des opérations financières est ressorti à -3,3% du PIB à fin 2007 contre -6,6% un an plus tôt. Hors dons, le ratio de ce solde est de -5,2% en 2007 contre -7,6% en 2006.

Toutes ces évolutions sont la résultante d'une progression de 14,0% des recettes budgétaires, ce qui s'est traduit par un ratio de 21,0% du PIB contre 20,0% en 2006. Cette évolution a été impulsée par les recettes fiscales qui ont enregistré une progression de 12,6% en 2007 en relation avec la mise en oeuvre de réformes visant à élargir l'assiette fiscale, notamment, les mesures de renforcement de l'efficacité des régies financières grâce, d'une part, aux recrutements et à la formation du personnel et, d'autre part, aux contrôles stricts et la surveillance continue et régulière opérés par l'Administration fiscale. Par ailleurs, le renchérissement du prix du baril du pétrole, l'augmentation des importations de produits pétroliers raffinés, la réduction considérable du délai du processus de dédouanement des biens qui est passé de 1,5 ou 2 mois à 10 jours, notamment pour les produits pétroliers, ont également contribué à cette bonne tenue des recettes fiscales. Quant aux recettes non fiscales, elles ont fortement

progressé de 44,0% sous l'impulsion des opérations de revalorisation des licences d'exploitation de la téléphonie mobile. Les dons ont représenté 2,0% du PIB en 2007 contre 1,5% en 2006.

Graphique 3.26 : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

L'orientation favorable des soldes budgétaires est également impulsée par une évolution modérée des dépenses publiques. Les dépenses totales et prêts nets en 2007 ont seulement progressé de 3,3% pour s'établir à 26,2% du PIB contre 27,7% l'année précédente. Ce ralentissement observé est imputable au recul de 5,7% des dépenses courantes sous l'effet de la contraction de 30,0% du service des intérêts dus sur la dette publique. Les traitements et salaires ont, par contre, augmenté de 14,8% en relation avec la poursuite de la politique de recrutement et de valorisation de l'échelle de rémunération des fonctionnaires de l'Etat. De même, les dépenses en capital sont en hausse de 10,6% sous l'impulsion de sa composante financée sur ressources intérieures. Cette dernière a connu un accroissement de 16,2%, ce qui s'est traduit, à fin décembre 2007, par une amélioration de 1,1 point de pourcentage du ratio par rapport aux recettes fiscales qui atteint désormais 37,7%. La composante des investissements financée par ressources extérieures connaît une contraction de 3,3%.

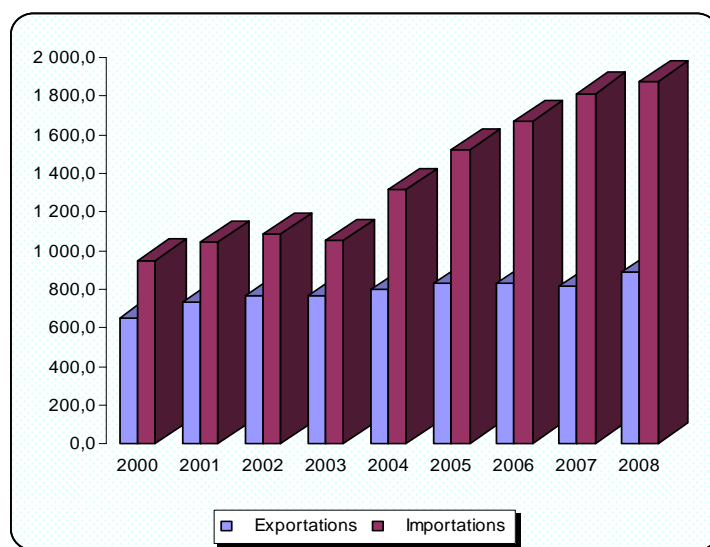
La réduction du service des intérêts dus sur la dette publique s'explique en partie par la baisse du stock de la dette totale sous les effets induits de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) et de l'Initiative PPTE dont le point d'achèvement a été atteint en avril 2004. L'encours total de la dette publique s'est établi à 19,7% du PIB contre 40,9% en 2006. Le service de la dette publique a représenté 8,0% des recettes budgétaires totales contre 17,6 en 2006.

1.3 Secteur extérieur

Le solde global de la balance des paiements s'est traduit à fin décembre 2007 par un excédent de 44,0 milliards contre 99,0 milliards en 2006. Cette situation est induite par le renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. En effet, le déficit courant a enregistré une détérioration de 18,5%, traduisant notamment l'évolution défavorable de la balance commerciale et des services, les soldes des revenus et des transferts sans contrepartie devant, en revanche, s'améliorer. Le déficit commercial s'est creusé de 19,7% en ressortant à 1000,9 milliards, à la suite d'une hausse de 8,7% des importations, combinée à une baisse de 2,4% des exportations, liée au repli des ventes extérieures de produits pétroliers. La hausse des importations est imputable, principalement, aux produits pétroliers, aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires. Les services nets déficitaires se sont établis à 19,6 milliards en 2007 contre 18,5 milliards en 2006. Le déficit des revenus s'est réduit, en liaison avec la baisse des intérêts versés sur la dette publique. Les transferts nets se sont établis à 516,4 milliards soit

une hausse de 18,0% par rapport au montant enregistré en 2006, en liaison avec l'augmentation des envois de fonds des travailleurs et des transferts publics. Toutes ces évolutions ont concouru à une aggravation du déficit courant qui est passé de 9,4% du PIB en 2006 à 10,2% du PIB en 2007.

Graphique 3.27 : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

Le compte de capital et d'opérations financières s'est renforcé de 35,6 milliards, à la suite des entrées de ressources liées à la cession de la troisième licence de téléphonie mobile et à la mise en valeur des minerais de fer du Falémé.

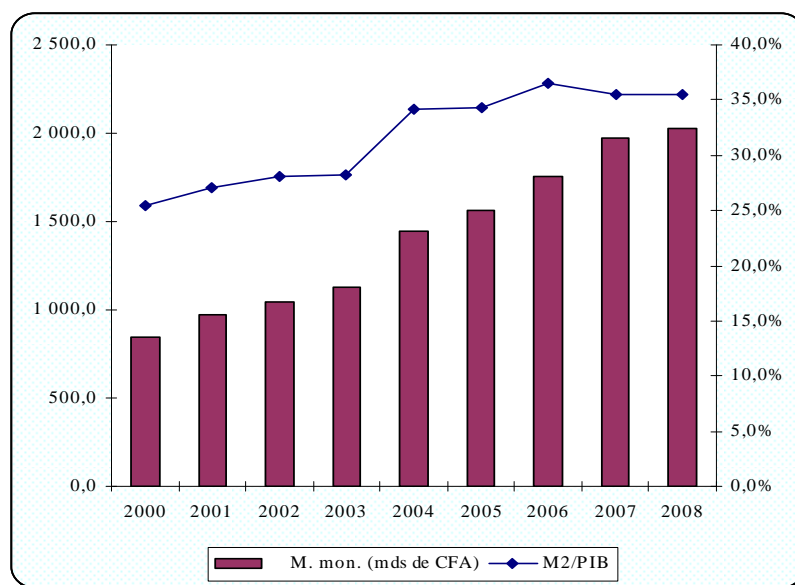
1.4 Secteur monétaire

La politique monétaire au sein des pays membres de l'UEMOA est une entreprise commune. Cela a pour conséquence de n'entraîner que de faibles variantes dans la manipulation des instruments d'un pays à l'autre.

Dans l'Union, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte général qui s'est traduit par une relative stabilité des prix, la Banque Centrale a maintenu inchangé ses taux directeurs en 2007. Ainsi, le taux de pension est resté à 4,25% et le taux de d'escompte à 4,75%. De même, les coefficients de réserves auxquels sont assujettis les banques et établissements financiers ont été maintenus inchangés. Au Sénégal, ce coefficient est maintenu à 9,0%. Cette situation s'est traduite par des hausses des principaux agrégats monétaires.

En effet, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est établie à 851,1 milliards, en amélioration de 9,2% par rapport à fin décembre 2006. Cette évolution résulte principalement de la hausse de 75,0 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO, reflétant les efforts déployés dans le cadre du rapatriement des recettes d'exportation. L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 17,9%, pour ressortir à 1 323,5 milliards à fin décembre 2007. La position nette du Gouvernement s'est détériorée de 72,9 milliards, en rapport avec l'accroissement des engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, lié particulièrement au niveau relativement important de souscriptions de ce dernier aux émissions effectuées par l'Etat sur le marché financier régional. Les crédits au secteur privé ont progressé de 10,7%, pour s'établir à 1 230,3 milliards à fin décembre 2007.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 12,6%, pour s'inscrire à 1 972,0 milliards à fin décembre 2007. Les dépôts ont augmenté de 20,2% et la circulation fiduciaire de 6,7%.

Graphique 3.28 : Evolution de la masse monétaire

Source : BCEAO, AMAO

L'année 2007 a été marquée par la poursuite de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar. Cela a augmenté d'autant la valeur du franc CFA à l'égard de la devise américaine et des monnaies de pays concurrents liées au dollar. Cependant, du fait d'un différentiel d'inflation assez favorable, cette appréciation n'a pas réellement affecté le taux de change effectif ces dernières années. La situation pourrait changer rapidement si les prix continuent d'augmenter.

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au plan de la convergence, le Sénégal continue d'entretenir la spirale négative qui s'est instaurée depuis 2005 sur le niveau des performances. Après le niveau record de huit (08) objectifs réalisés en 2002, 2003 et 2004 ce niveau de performance s'est érodé régulièrement d'année en année pour se situer à cinq (05) objectifs respectés en 2007, soit la pire des réalisations enregistrées par le Sénégal depuis l'instauration du mécanisme de convergence en 2001. L'expansion du déficit budgétaire s'est estompée en 2007 à la faveur de la hausse du niveau de recouvrement des recettes fiscales dont le ratio par rapport au PIB nominal a, pour la première fois, franchi le seuil de 20% en toute conformité avec la norme communautaire de référence. La hausse des recettes fiscales continue de se traduire par un arbitrage relativement favorable aux investissements internes dont le ratio par rapport aux recettes fiscales s'est inscrit en hausse continue depuis 2004. Si la comptabilisation du critère relatif aux réserves extérieures demeure un acquis sous l'angle de l'UEMOA, il n'en demeure pas moins qu'une analyse sur le plan individuel placerait le Sénégal à 4,1 mois d'importations contre une norme communautaire de 6 mois.

Tableau 3.7: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU SENEGAL

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	1,6	3,8	1,8	3,2	4,7	4,7	7,3	5,2	6,3
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	0,7	3,0	2,3	0,0	0,5	1,4	4,0	6,1	2,4
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,9	7,7	8,8	8,1	7,7	6,0	6,0	7,0	7,4
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	5,2	4,3	4,1	4,1	4,4
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	17,3	16,6	16,9	16,8	18,4	18,6	19,2	20,0	20,1
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	32,7	30,7	31,7	30,1	29,5	30,0	31,0	31,6	30,7
iii) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	19,8	20,5	23,5	24,1	30,0	33,7	36,6	37,7	48,1
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	2,8	0,5	2,1	5,0	1,8	2,1	-0,5	-2,6	1,1
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-13,4	-1,2	6,7	24,4	12,3	-1,3	-0,6	1,1	-0,2
Nombre de critères respectés		6	8	7	7	6	7	6	6	8

: AMAO, BCEAO.

(*) : Prévisions annuelles

Source

3 Perspectives 2008

Pour l'année 2008, les objectifs globaux restent quasiment ceux qui ont été retenus en 2007. Ce scénario s'accommode avec la mauvaise conjoncture qui impacte négativement l'environnement économique international. Ainsi, le Sénégal viserait au titre de l'année 2008, un taux de croissance économique de 6,1%, une stabilité des prix et une maîtrise des déficits budgétaire et du compte courant de la balance des paiements.

La réalisation de cet objectif de croissance s'obtiendrait par le biais d'un dynamisme accru des principaux secteurs économiques traditionnels. Ainsi, le secteur primaire enregistrerait un taux moyen de croissance de 5,7%. Cette performance serait induite par une production agricole qui croîtrait de 10,3% du fait de la mise en oeuvre de politiques nationales visant l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accroissement des revenus des populations rurales et la protection de l'environnement. Ces politiques et stratégies sont adossées aux orientations définies par le Gouvernement dans le Plan Retour Vers l'Agriculture (REVA), destiné à développer une production suffisante pour couvrir de manière durable la demande intérieure.

Dans le secteur secondaire, l'activité économique enregistrerait un taux de croissance de 6,6% dès 2008 grâce à la poursuite des programmes d'investissement dans les infrastructures. Il s'agit notamment de la construction du nouvel aéroport international, Blaise DIAGNE, des travaux à réaliser dans le cadre de la modernisation de la gestion du terminal à containers du Port Autonome de Dakar par Dubaï Ports World, de la construction de l'autoroute à péage entre Dakar et Diamniadio, du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine, des travaux relatifs au 11ème Sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) et de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des PME.

Quant au secteur tertiaire, il croîtrait de 6,3% grâce aux performances attendues de la branche des Transports et Télécommunications dont la croissance attendue serait de 12,0%. Les activités commerciales progresseraient de 4,7% grâce à un approvisionnement adéquat des marchés et le redressement de la production industrielle.

S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation serait maîtrisée et maintenue en dessous de 3% en liaison avec une production agricole vigoureuse, un approvisionnement adéquat des marchés et une politique budgétaire rigoureuse.

En ce qui concerne la gestion budgétaire, les prévisions indiquent une poursuite du renforcement du cadre budgétaire devant se traduire par une augmentation des recettes totales de 8,6%. Cette évolution combinée à une poursuite des efforts de maîtrise des dépenses publiques devrait produire des effets positifs sur les indicateurs budgétaires et, en particulier, les critères de convergence y relatifs.

4 Conclusions et recommandations

La baisse du niveau d'ensemble de convergence constitue l'une des caractéristiques principales qui ressort de l'analyse de l'évolution économique du Sénégal en 2007. Bien que les prévisions soient concordantes pour laisser transparaître un possible redressement de la situation en 2008, les perspectives économiques moroses annoncées au plan de l'économie mondiale induites par la crise de l'immobilier et la hausse continue des prix des produits pétroliers sont de nature à contrarier la réalisation des objectifs précités. Pour ce faire, des dispositions idoines se doivent d'être prises afin de limiter l'impact négatif de l'installation, dans la durée, d'une mauvaise conjoncture internationale. A cet égard, les Autorités sénégalaises devraient, en particulier, donner la priorité aux mesures suivantes :

- la poursuite de la mise en oeuvre des programmes spéciaux susceptibles d'induire une croissance forte et soutenue ;
- la poursuite des programmes visant à renforcer et diversifier les exportations de manière à tirer profit des opportunités offertes par les marchés internationaux ;
- l'approfondissement de la restructuration des Industries Chimiques du Sénégal, du secteur de l'énergie et de la filière arachide ;
- la poursuite des efforts de mobilisation des recettes et une meilleure maîtrise des dépenses courantes, notamment les transferts et subventions, afin de renouer avec les performances macroéconomiques du début des années 2000.